

Ethique et crise

Echange éthico-philosophique

31 mars 2020

Les cellules de soutien éthique, dans cette période d'urgence et de crise des soignants, ne vont pas sans interrogations :

- le contraste et le choc des temps : le temps de l'agir dans l'urgence et des prises de décision est-il compatible avec le temps de l'échange et de la réflexion inhérent à toute démarche éthique réelle ?
- le soutien, la non-dérobade : chacun peut, de façon singulière et contextualisée, se sentir appelé à la solidarité dans la situation d'urgence vitale vécue par beaucoup d'entre nous. Chacun est appelé à « prendre sa part » de responsabilité, et peut se ressentir lié de fait à son groupe social, malgré les colères, révoltes, mises en cause que cette situation peut révéler. Nous, soignants et éthiciens, n'y faisons pas exception.
- posture éthique possible : je ne suis pas responsable de la crise actuelle, ni des conséquences des choix faits antérieurement par d'autres, mais je suis responsable de mes actes et de mes postures dans la situation collective que je vis, dont je suis acteur aussi à part entière, en tant que sujet et citoyen.
- l'éthique est aussi une forme de veille, d'attelle renforcée ou précieusement gardée de nos valeurs, comme garantes aussi d'humainement mieux s'en remettre ensuite, et pouvant laisser ouvert à « ce que nous feront de tout cela », chacun et collectivement.
- jusqu'où est-il possible « d'adapter » notre cadre de réflexion éthique à la situation de crise ? Jusqu'où est-il juste de le faire ? Serait-il possible de mener la réflexion en situation en tentant d'anticiper l'avenir ? Cela consisterait notamment à prendre en compte le fait que les pratiques développées en temps de crise risquent de perdurer ensuite, ne serait-ce que par la force de l'habitude.

L'importance des décisions collégiales :

- Garder l'esprit de la responsabilité du sujet : l'autre est acteur, responsable lui aussi ; compter sur et avec lui (le patient, la famille) ;
- Faire preuve de discernement en privilégiant le sens de la gravité de la situation plutôt que la sévérité de jugement ;
- Faire ce qu'on dit et dire ce qu'on fait = la cohérence et la congruence, source de clarté dans l'échange avec les autres, mais aussi d'unité intérieure pour le soignant qui l'exerce, et donc garant de sa santé psychique et physique. Cette attention relève pleinement de l'éthique, soit de la recherche d'un accord intérieur entre ce que j'agis et ce qui m'anime, mes fondamentaux, mes valeurs humaines. Il en va de l'estime de soi. En temps de crise et d'urgence, cette acuité intérieure est encore plus importante qu'en tant « de paix ». Ce constat invite chacun à l'attention à ses moments de

reconnexion à soi, à ne pas considérer comme un luxe, mais comme une nécessité essentielle, et collective au-delà de l'individuel.

- Etablir un cadre parlé en équipe, le nommer aux patients, aux familles, prendre le temps autant que possible d'entendre leurs réactions (même si elles nomment leurs réactions cela participant d'une possible acceptation).

La crise : vient du grec « krisis », qui signifie « jugement ».

La crise est le moment décisif, celui de la prise de décision. Elle révèle qu'il faut changer quelque chose, que la situation ne peut continuer comme ça.

De ce point de vue, la crise offre souvent une opportunité de changer, qu'on aurait du mal à saisir autrement.

Dans Paul Ricœur, Politique, économie et société. Ecrits et conférences 4, textes réunis par Pierre-Olivier Monteil, voir l'article « La crise, un phénomène spécifiquement moderne ? » (p. 165 ss). Ce texte évoque notamment la temporalité de la crise et la crise de la temporalité.

Question de la temporalité de l'urgence :

C'est de la discussion qu'émerge un élargissement de la perspective : elle apporte des angles supplémentaires, car l'autre éclaire l'angle mort de ma perspective. Et la confrontation des angles de vue permet un approfondissement. D'où la richesse de la réflexion à plusieurs.

Voir Jürgen Habermas, philosophe allemand, membre de l'Ecole de Francfort : une philosophie critique de la modernité qui pose, de diverses manières, la question de savoir si la raison moderne ne serait pas en train de déraisonner.

Son point de départ est le souci de penser ce qui peut permettre d'empêcher tout retour au nazisme. Il y répond en s'attachant à penser les conditions qui peuvent permettre à la discussion de déboucher sur un accord argumenté respectueux de tous les points de vue.

Cela présente un intérêt pour les comités d'éthique et pour toutes les discussions collégiales sur lesquelles ont à s'appuyer dans leur travail, surtout dans le cadre de prises de décisions lourdes et complexes.

Habermas, très influencé par Kant, raisonne en termes de règles et de normes. Mais on peut estimer qu'il ne suffit pas de suivre des règles pour que la discussion débouche sur un accord. Par exemple, le risque est que les plus affectés par l'enjeu soient en difficulté pour s'exprimer, ou que ceux qui ont le plus de facilité pour s'exprimer monopolisent la parole et dictent leur point de vue, même sans le vouloir.

Pierre-Olivier Monteil se propose de produire une note de synthèse sur l'éthique de la discussion selon Habermas et ses limites.

La discussion en situation d'urgence : dans quel lieu et dans quelles conditions peut-elle prendre place ? Est-elle praticable pour les professionnels dans le chaud de l'action ? Quelles possibilités seraient réalistes ?

L'exercice de la responsabilité est à penser à plusieurs échelles :

- l'ici et maintenant de ce que j'ai à faire et à décider, de mon agir actuel nécessaire ;
- garder la perspective : être responsable en travaillant à la prise de recul. Le temps du dégagement, même minime, permet de garder cette zone d'attention à ce que l'on croit, à ses fondamentaux, à ses valeurs ;

- penser à demain. C'est l'exemple, sous l'Occupation, du travail du Conseil national de la Résistance, qui a conçu un programme à mettre en œuvre plus tard, à la Libération : « Les jours heureux ».

Penser à l'après : qu'est-ce qui peut se préparer, qu'est-ce qui doit changer ?

Revenir à l'essentiel ? Voir L'état des choses, le film de Wim Wenders, qui raconte l'installation d'un nouveau mode de vie « en attendant », dans lequel chacun à sa façon revient à l'essentiel (mais le film finit mal !).

Garder sa congruence intérieure en conservant à l'esprit des temporalités différentes.

Penser l'après-crise peut englober la préoccupation d'organiser les choses autrement. La responsabilité peut consister aussi à transmettre plus tard ce que l'on perçoit et les conséquences à en tirer.

La décision en temps de crise peut comporter le risque de ramener toutes les préoccupations à une seule : celle qui a déclenché la crise. Cela peut s'exercer au détriment d'autres préoccupations, que l'on considère comme aussi importantes habituellement. D'où, par exemple, le risque d'apporter des restrictions aux libertés publiques, au nom de la sécurité sanitaire.

Le danger des dispositifs d'urgence, c'est qu'ils continuent de s'appliquer après la crise. En France, la loi de 1955 sur l'état d'urgence a été adoptée pendant la guerre d'Algérie, mais a été maintenue ensuite.

L'urgence peut aussi être un prétexte, être instrumentalisée, comme cela semble être le cas en Hongrie actuellement, où le chef de l'Etat aurait, paraît-il, le projet de s'attribuer les pleins pouvoirs à la faveur de la crise du coronavirus. Sans en arriver à ces extrémités, l'idée est d'être attentif au fait que la situation d'urgence et de crise incite spontanément à radicaliser les points de vue et à perdre le sens de la mesure.

De façon générale, le questionnement éthique ne doit pas détourner des enjeux de contexte. Il y a le risque d'accorder une extrême attention aux situations particulières en ne tenant pas assez compte du cadre général, c'est-à-dire des « modes de vie », comme les appelle Mark Hunyadi (dans La tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps, Le Bord de l'eau, 2015).

Exemples de « modes de vie » : le culte de la performance, la marchandisation des biens, l'économisme ambiant, l'individualisme, la judiciarisation des rapports humains, la perte de solidarité entre les générations, la religion des chiffres en tous domaines, la technicisation de l'homme et de l'environnement, les robots, le principe de précaution...

Se focaliser sur la situation locale sans interroger le « système » conduit à une « déresponsabilisation éthique globale » et à « blanchir éthiquement les pratiques », estime Mark Hunyadi.

En définitive, la réflexion éthique est-elle compatible avec le contexte de crise ? En réalité, nous n'avons pas vraiment le choix. Cette compatibilité est difficile, mais sans doute pas impossible à trouver. Il faut la rechercher.

Peut-être ce que la crise a de spécifique est-il d'inciter à se focaliser sur l'instant. L'aspect positif est l'engagement fort qui l'accompagne : l'enjeu est évident. Mais le risque serait de se concentrer exclusivement sur la situation présente, un peu comme si le monde était perdu et que la continuité temporelle du temps qui s'écoule était rompue. Les positions prises risquent alors d'être inspirées par la peur, la perte, l'impatience, le désespoir. Mais, pour y remédier, il est possible de conserver sa confiance en le temps et de prendre position en référence aussi au passé (l'expérience passée n'est pas obsolète !) et au futur (la vie continuera après la crise !).

Après coup, nous sommes les premiers à percevoir les limites des décisions que nous avons prises dans l'urgence. Pour y remédier, nous pouvons nous transporter en imagination alternativement dans le passé (par la mémoire) et dans le futur (par l'anticipation) afin d'élaborer des initiatives qui soient un tant soit peu affranchies des œillères de l'instant présent.

Pierre-Olivier Monteil
Philosophe

Hélène Spindler
Psychologue Clinicienne

Note bibliographique : Pierre-Olivier Monteil, « Pour une éthique du management confronté à l'urgence », Revue française d'éthique appliquée, n°3, 2017/1, p. 104-116 (ci-joint).